25 & 26 SEPTEMBRE 2025 RENNES

PLACE AUX PIETONS

3e édition
Rencontres nationales de la marche en ville

Atelier n°2

Quelles retombées économiques et territoriales pour la marche ?

Co-animation : Anne-Laure Tournier (Réseau Vélo et Marche) et Vincent Chas (Rue de l'Avenir)

Les impacts socio-économiques de la marche

Mathieu CHASSIGNET, ADEME

Intermodalité, marche et transports en commun

Marie-France VAYSSIERES, KEOLIS

Marche et attractivité touristique et patrimoniale, les sentiers métropolitains

Alain MARTIN, FFR Gironde

Dominique BUSNEL, Métropole de Bordeaux

Matthieu POLLET, Rennes Métropole

Atelier n°2

Les impacts socio-économiques de la marche - ADEME - Mathieu Chassignet

Objectifs de l'étude

- Compléter les connaissances actuelles sur les pratiques de la marche
- Établir un premier bilan socio-économique de la marche

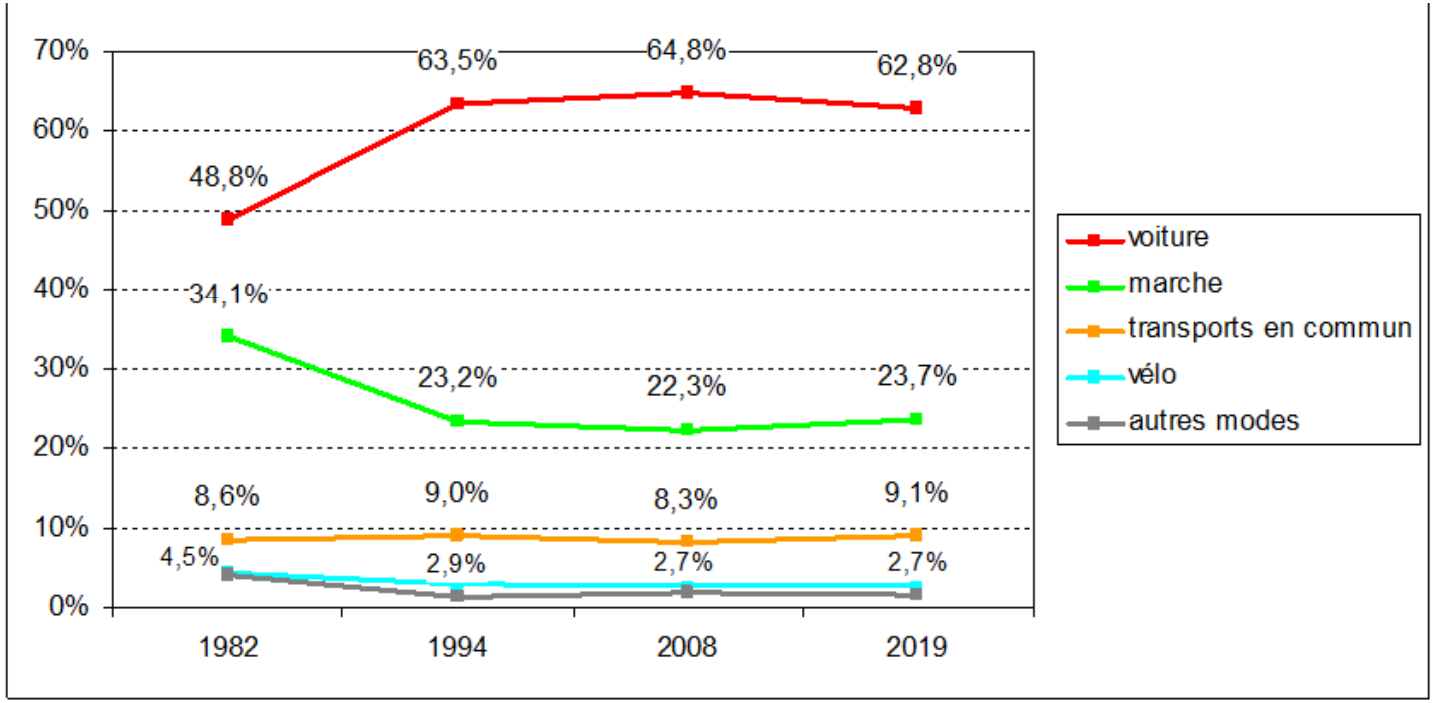
Méthode :

- Analyse des sources bibliographique (130 documents)
- Discussions avec les experts et acteurs de référence (chercheurs, ADEME, CEREMA, Min. Transports, Min. Santé, ONAPS, associations)

Atelier n°2

Les impacts socio-économiques de la marche - ADEME - Mathieu Chassignet

Évolution des parts modales entre 1982 et 2019 (EMP et précédentes)



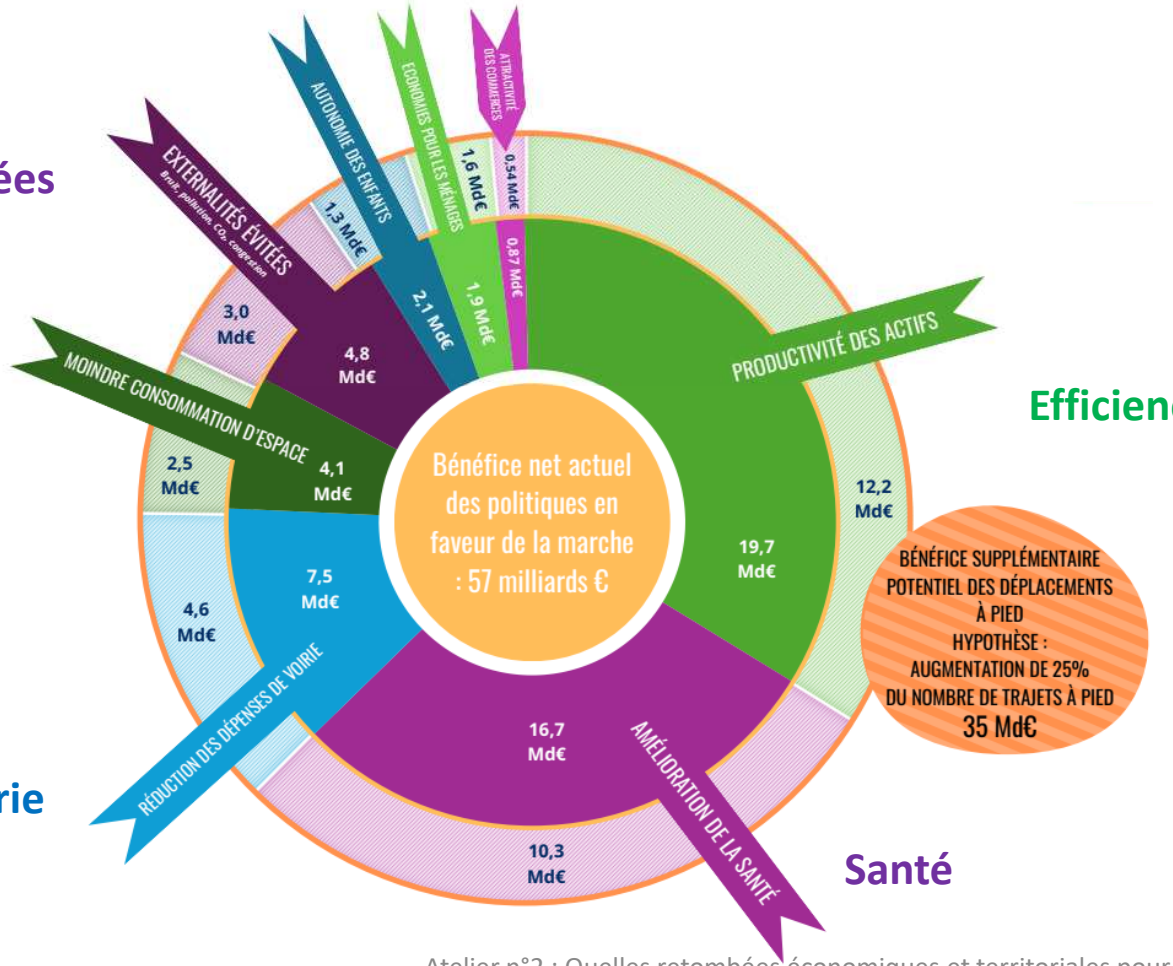
Atelier n°2

Les impacts socio-économiques de la marche - ADEME - Mathieu Chassignet

Externalités évitées

Consommation d'espaces

Dépenses de voirie



Efficience des actifs

Santé

Atelier n°2

Les impacts socio-économiques de la marche - ADEME - Mathieu Chassignet

Conclusions et enseignements

- La pratique de la marche était jusqu'à présent imparfaitement recensée

- Les Français marchent en moyenne 1h12 par jour.
  - 12 mn sont dédiées aux déplacements à pied.
  - 18 mn sont consacrées à la marche de loisir, randonnée et sport
  - 42 mn se déroulent dans les espaces privés.

- Le bénéfice des politiques en faveur des déplacements à pied dans les territoires, est estimé à 57 milliards d'euros par an

- Si la part des déplacements à pied passait de 24% (part actuelle) à 30%,

le bénéfice économique global supplémentaire serait d'environ + 35 milliards d'euros